



Les membres GUE/NGL de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen



Alfreds RUBIKS (LV)
Coordinateur GUE/NGL



Patrick LE HYARIC (FR)

Pour plus de détails à propos des informations contenues dans ce dépliant, veuillez contacter:

antons.klindzans@europarl.europa.eu

myriam.losa@europarl.europa.eu

katie.murphy@europarl.europa.eu

GUE/NGL est un groupe confédéral du Parlement européen composé de 34 députés européens issus de 12 États membres qui oeuvrent pour la paix, la solidarité, la justice sociale, l'égalité, la démocratie et les droits de l'Homme en Europe et au-delà.

Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique
Parlement européen
rue Wiertz 43, B-1047 Bruxelles
T +32-(0)228-42683
F +32-(0)228-41774

Réalisé par l'unité Communication du Groupe GUE/NGL:

GUENGL-Communications@europarl.europa.eu

Photos: Parlement européen, Commission européenne, iStockphoto

Conception: Dominique Boon

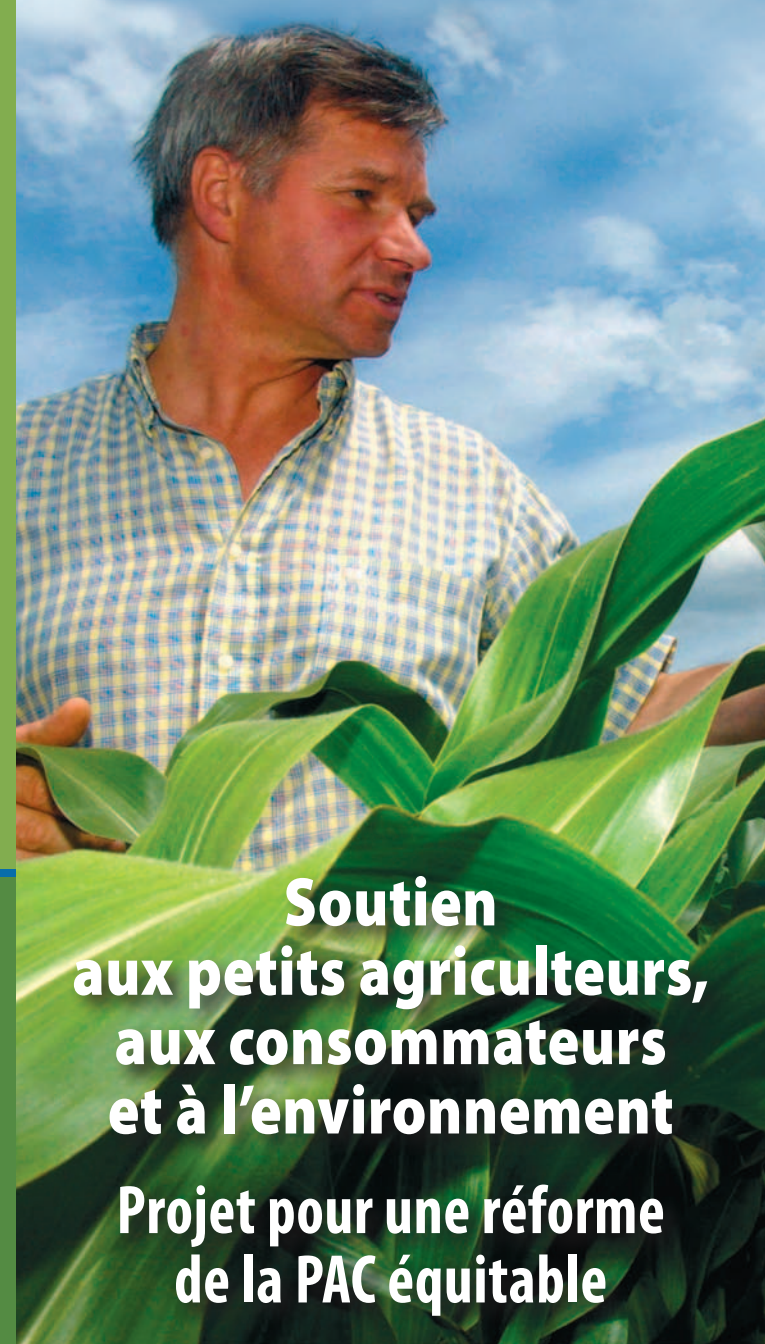
Impression: Dossche Printing

© GUE/NGL – Bruxelles 2011

Imprimé sur papier recyclé

Principales demandes du groupe GUE/NGL concernant la réforme de la PAC:

- le droit à l'alimentation, à la souveraineté alimentaire et à la sécurité alimentaire doit en principe être appliqué;
- la priorité doit être donnée à la capacité des pays à développer leur production selon les besoins alimentaires nationaux ou régionaux, en fonction des caractéristiques spécifiques de chaque pays;
- le principal objectif de la PAC doit être de produire des denrées alimentaires saines et de qualité tout en respectant l'environnement;
- le principe de précaution doit être appliqué aux OGM en raison de leurs risques sanitaires, environnementaux et socio-économiques;
- les variétés génétiquement modifiées déjà introduites à la suite des pressions des multinationales doivent être retirées;
- la PAC doit être appliquée de façon claire et flexible.



**Soutien
aux petits agriculteurs,
aux consommateurs
et à l'environnement**
**Projet pour une réforme
de la PAC équitable**



GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE / GAUCHE VERTE NORDIQUE
GROUPE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN



GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE / GAUCHE VERTE NORDIQUE
GROUPE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN

Une PAC équitable, simplifiée et flexible

Le groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) au Parlement européen est convaincu qu'assurer la souveraineté et la sécurité alimentaire des citoyens devrait être l'objectif principal de la politique agricole commune (PAC).

Le groupe GUE/NGL insiste sur le fait que les gouvernements ont l'obligation de protéger, de respecter et de réaliser ce droit humain fondamental tout en veillant à ce que ces politiques contribuent à la protection de l'environnement et ne nuisent pas aux pays en développement.

Pour atteindre cet objectif, il nous faut un cadre de politique agricole qui tienne compte des systèmes de production spécifiques de chaque pays et région, qui soutienne les petits producteurs, qui soit réglementé tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, mais aussi qui garantisse un prix juste pour les producteurs et stimule les marchés locaux.

Il est essentiel que la PAC réformée soit flexible et prenne en compte les différentes cultures agricoles et rurales des États membres. La simplification de la PAC est elle aussi cruciale, tant pour les législateurs que pour les bénéficiaires.

Toute réforme devrait reconnaître la contribution des agriculteurs à la lutte contre le changement climatique et inclure des instruments destinés à la fois à empêcher la faim et à protéger la fertilité des sols ainsi que la biodiversité. Enfin, les États membres doivent publier les résultats de toutes les études traitant des dangers et des avantages des nouveaux pesticides et des nouvelles méthodes agricoles.

La politique agricole européenne devrait aussi cibler les régimes alimentaires et faire en sorte que l'on dispose de suffisamment de bons aliments pour les personnes défavorisées, et garantir ces objectifs au moyen d'un cadre législatif sûr.



Un problème mondial

La spéculation financière internationale et la déréglementation des marchés contribuent fortement à la faim et à la pauvreté. Elles favorisent les hausses brutales des prix agricoles, lesquelles exacerbent ensuite les problèmes d'accessibilité, en particulier pour les personnes sans revenus ou disposant de faibles revenus.

L'actuelle crise alimentaire, qui sévit particulièrement dans la Corne de l'Afrique, est une conséquence de l'augmentation de la spéculation concernant les produits agricoles de base et des ajustements structurels du FMI et de la Banque mondiale.

Le secteur alimentaire, tant au niveau de la production que de la distribution, est de plus en plus concentré et contrôlé par les multinationales, qui engrangent d'énormes profits tout en faisant payer aux consommateurs des prix plusieurs fois plus élevés que ceux payés aux producteurs. Ce contrôle crée des conditions propices à une augmentation rapide des importations et des spéculations. Cette situation place les grandes entreprises alimentaires et de commercialisation dans une position dominante, ce qui a des conséquences directes sur la souveraineté alimentaire.

Le groupe GUE/NGL pense que l'agriculture doit être exemptée des règles de l'Organisation mondiale du commerce qui encouragent la concentration de la production dans des régions et pays particuliers.

Soutien aux petites et moyennes exploitations agricoles

La crise alimentaire prouve que la réglementation du marché en faveur des petites et moyennes exploitations est indispensable. Toute réforme de la PAC doit faire en sorte que ces agriculteurs obtiennent des prix justes pour leurs produits.

La chaîne alimentaire devrait être totalement transparente et les produits agricoles ne doivent pas être vendus à perte. Les moyens de subsistance des petits agriculteurs ne doivent pas être mis dans les mains des grandes entreprises, et des médiateurs nationaux doivent être institués pour assurer et maintenir une chaîne alimentaire qui fonctionne de façon équitable et qui apporte sécurité à long terme et stabilité des prix aux producteurs du secteur agroalimentaire.

Tous les instruments du marché doivent protéger ces principes, en soutenant les petites exploitations et coopératives et en stabilisant leurs revenus. La réforme doit uniquement concerner les agriculteurs actifs, et les États membres doivent pouvoir formuler et appliquer leur propre définition d'un «petit agriculteur» ou d'un «agriculteur actif».

Le groupe GUE/NGL voudrait que les paiements directs soient plafonnés à 100 000 euros afin que le budget de la PAC soit partagé équitablement. Un revenu minimal pour les petits agriculteurs est également un élément essentiel de la réforme.

Le groupe GUE/NGL s'inquiète beaucoup des évolutions de l'actuelle réforme de la PAC et rejette l'intensification de la déréglementation et les tentatives de passage à des pratiques agricoles plus intensives, qui entraîneraient des restrictions pour les petits producteurs.

Le groupe GUE/NGL pense que la politique agricole doit accorder une importance toute particulière à l'agriculture durable et aux coopératives, ainsi que faire preuve d'une volonté politique de donner la priorité au commerce local et régional.